Malte, l'île-prison

- Zone Franche -

Les Blogs du Diplo - 8 novembre 2010, par A Blanchier et N Bernardie-Tahir - **Le site Internet de l'office de tourisme de Malte annonce sans détour : « Les îles maltaises seront une fête pour vos sens. L'avantage d'y séjourner est de vous permettre d'expérimenter plusieurs séjours en un ». C'est en effet ce que constatent les milliers de boat-people africains faisant route vers l'Italie et qui, depuis 2002, se fracassent sur les côtes maltaises. Ils ont été arrêtés, parqués dans des centres de détention ou de rétention (ouverts ou fermés). Pour ces migrants interdits d'Europe, Malte est devenue une prison à ciel ouvert.**

Nathalie Bernardie-Tahir et Anne Blanchier sont géographes, respectivement professeure et doctorante à l'université de Limoges (UMR 6042 - Geolab).

Les photographies sont de Karim Tahir.

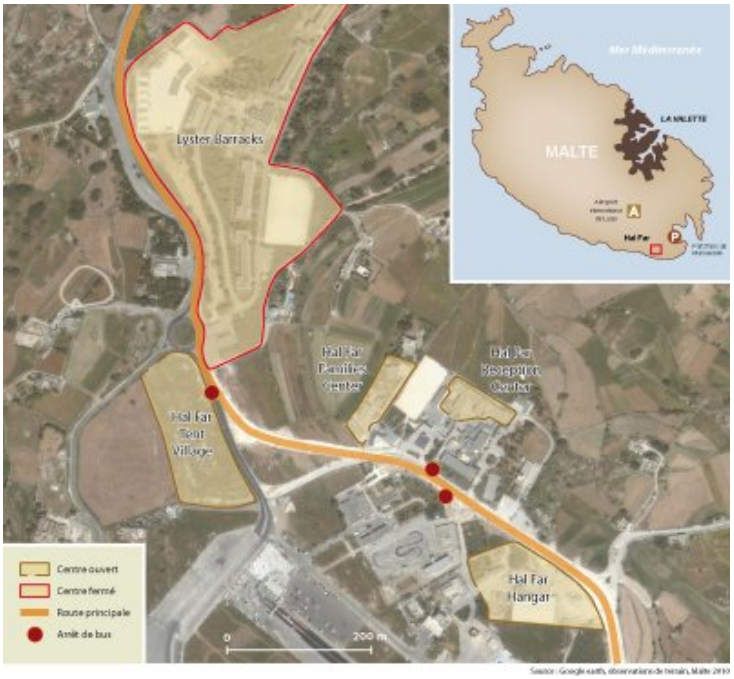
Un bus pour l'enfer

Le bus de la ligne 113 en direction d'Hal Far est presque complet lorsqu'il s'arrête pour laisser monter un passager d'origine africaine. Celui-ci s'approche du chauffeur pour lui demander un ticket. « Eh, tu vas où toi ? À l'aéroport hein ? s'esclaffe ce dernier, jetant un regard entendu aux autres passagers maltais. A Malte, les meilleurs immigrés sont ceux qui s'en vont.



Dans le bus 113 Photo : © Karim Tahir

Ce chauffeur ne croyait pas si bien dire. Nombreux sont les migrants qui effectivement se rendent à l'aéroport. Il ne s'agit pas de l'aéroport international de Luqa auquel la mauvaise blague faisait implicitement référence, mais celui d'Hal Far, ancien aéroport militaire aujourd'hui désaffecté situé au bout du bout de l'île, terminus de la ligne 113 que l'on atteint après une bonne heure de voyage.



Le site d'Hal Far Photo : © Karim Tahir

Hal Far n'est pas qu'un terminus de bus... C'est aussi là qu'échouent après un long périple les milliers d'Africains venus du Darfour, d'Erythrée, de Somalie ou du Nigeria, dans un « no man's land » reconverti depuis quelques années dans « l'accueil » des migrants. Dans ce recoin difficile d'accès, au bord des pistes de l'aéroport abandonné et à quelques encablures de l'immense port franc de Marsaxlokk dont les milliers de conteneurs entreposés scintillent au soleil, pas moins de cinq centres ont été installés dans un rayon de quelques centaines de mètres : le centre fermé de Lyster Barracks (d'une capacité de 700 personnes) et quatre centres ouverts dont Tent village (un « village » de 35 tentes de l'armée installées sur des dalles de béton regroupant un millier de personnes, principalement des hommes), le hangar (un ancien hangar à avions militaires abritant 600 personnes, des hommes pour l'essentiel), un centre pour femmes célibataires (qui en compte environ 120) et un centre pour familles (environ 160 personnes), soit l'équivalent d'une petite ville de 3 000 habitants.



Vivre dans un « conteneur » Photo : © Karim Tahir

Arrêtés dans les eaux territoriales maltaises par des patrouilles maritimes, ces migrants sont immédiatement emprisonnés dans l'un des trois centres fermés où ils peuvent rester jusqu'à 18 mois (d'après la loi maltaise), le temps que leur dossier de demande d'asile soit instruit [1].

Les témoignages sont unanimes : les conditions de détention sont épouvantables et profondément traumatisantes. À Lyster Barracks comme à Safi où hommes, femmes et enfants sont enfermés, soit dans d'immenses espaces pouvant regrouper plus d'une centaine de personnes, soit dans de minuscules cellules sombres, bondées et sans hygiène, d'où ils ne peuvent sortir que très rarement. Jusqu'à l'année dernière, l'ONG Médecins Sans Frontières était

la seule habilitée à y travailler et y donner des soins. Après avoir dénoncé, en vain, le traitement inhumain réservé à ces migrants emprisonnés, MSF a décidé de cesser ses activités dans les centres fermés tout en rédigeant un rapport au vitriol intitulé « Not Criminals », où les témoignages des migrants alternent avec l'observation des personnels soignants sur les conditions inacceptables de la détention à Malte.



Message de bienvenue Photo : © Karim Tahir

« En octobre, il a commencé à faire froid. Ma mère, ma tante et moi dormions sur deux matelas posés par terre, mais notre cellule était froide car une vitre de la fenêtre était cassée. Alors, j'ai décidé d'aller dormir avec deux autres Ethiopiens dans une pièce très petite qui n'avait pas de fenêtre, donc où il ne faisait pas si froid, mais qui était disposée à l'intérieur de l'espace des latrines. Pour aller d'une cellule à l'autre, il fallait marcher sur un sol toujours mouillé et puant. À la fin du mois d'octobre, je suis tombé malade avec une grosse infection pulmonaire. On m'a transporté à l'hôpital où je suis resté une dizaine de jours. Lorsque j'ai été guéri, j'ai pleuré car je ne voulais pas revenir en prison. Le centre est bondé, surpeuplé. Rien que dans notre espace, nous étions une centaine. Seulement deux fois par semaine, les lundis et mercredis, nous avions le droit de sortir et de jouer au foot pendant une quinzaine de minutes ». Extrait du rapport de MSF [2], ce témoignage est celui d'un enfant éthiopien de 9 ans, qui est resté deux mois et demi en détention.

Les migrants sont ensuite relâchés lorsque l'instruction de leur dossier est terminée : près de la moitié d'entre eux voient leur demande d'asile rejetée tandis que l'autre moitié, composée principalement de personnes provenant de la Corne d'Afrique, obtient soit le statut de réfugié (dans à peine 1 % des cas), soit plus largement celui de « protection subsidiaire » (subsidiary protection), qui apporte une protection à tous ceux dont on reconnaît que la vie est menacée dans leur région d'origine.

Pour autant, l'enfermement, paradoxalement, se prolonge, car après avoir connu le traumatisme des centres fermés, les migrants sont ensuite placés dans des centres dits « ouverts » ou « d'accueil », considérés par les autorités comme des lieux d'hébergement pour tous les immigrés, expulsables ou protégés, qui n'ont pas les moyens de se loger autrement.

La vie quotidienne au hangar

Ouvert en 2008, le hangar est le plus récent des centres d'hébergement. Il est entouré de hauts grillages surmontés de fils de fer barbelés. D'une superficie de moins d'un hectare, il regroupe plusieurs bâtiments, dont un situé à l'entrée réservé au personnel de surveillance, un autre dans lequel les migrants préparent à manger et un immense hangar en tôles blanchâtres autour duquel sont disposés une vingtaine de « conteneurs » (nom donné par les migrants à des structures métalliques préfabriquées utilisées dans les chantiers notamment). C'est là que vivent, survivent, se serrent et se désespèrent environ 600 personnes dans une promiscuité et une insalubrité

insoutenables.



Un des « villages » du hangar Photo : © Karim Tahir

Les migrants n'ont qu'un désir, montrer, raconter leur conditions de vie. Ahmed, 22 ans, vient de Somalie et nous invite dans son conteneur. Seize personnes vivent là, dans un espace d'environ 25 m2, percé de deux ou trois petites fenêtres qui éclairent faiblement les huit lits superposés. « Tu vois, c'est là tout ce que j'ai, soupire-t-il en nous montrant son lit, encombré de couvertures, de vêtements, de sacs, de paires de chaussures et d'un transistor. En ce moment, ça va encore, mais l'été, c'est terrible, la température monte parfois jusqu'à 50°C ! ». À l'extérieur, les violentes averses des dernières semaines ont laissé d'immenses flaques qui deviennent vite des cloaques où surnagent boîtes de conserve, paquets de cigarettes et emballages en plastique. L'image rappelle les bidonvilles des grandes villes du Sud. Mais il y a pire : le hangar.

C'est un imposant bâtiment blanc, dont la lourde porte coulissante de plus de dix mètres de hauteur est légèrement entrouverte. Dans cette cathédrale de tôles, à peine éclairée par un mince filet de lumière, 400 personnes s'entassent en lieu et place des anciens avions de la British Royal Air Force. Sur la grande dalle carrée de béton abîmé, près de 200 lits superposés se répartissent en plusieurs ensembles, comme les quartiers improvisés d'un village. Les plus chanceux sont ceux qui habitent dans les lits inférieurs, pouvant ainsi utiliser l'armature des lits supérieurs pour suspendre draps ou cartons, maigres protections contre le froid hivernal et les regards. Ceux qui habitent « à l'étage » n'ont rien pour se retrancher.

Le sourire et l'élégance vestimentaire de Souleiman, l'un des six représentants assurant la liaison entre les immigrants du camp et les autorités, tranchent avec l'indignité du hangar. Ce Somalien de 24 ans explique : « Je suis de Mogadiscio où je vivais avec mes parents, mes trois frères et ma soeur. Mon père tenait un atelier de réparation mécanique. Un jour mon frère a reçu une balle alors qu'il marchait dans la rue et s'est retrouvé gravement handicapé. Mes parents m'ont alors incité à partir. Je ne voulais pas, je voulais rester avec eux et avec ma femme, mais ma mère m'a dit que je ne pourrais pas les aider en restant. Alors je suis parti, c'était le 2 avril 2008. J'ai traversé la Somalie, l'Ethiopie, le Soudan, le désert jusqu'en Libye (soit un périple de plus de 6 000 km). Puis j'ai tenté de traverser la Méditerranée une première fois pour gagner l'Italie. Nous sommes tombés en panne de fuel, nous avons alors dérivé pendant plusieurs jours, la moitié des hommes du bateau sont morts de soif et nous avons dû les jeter par dessus bord. Finalement, les courants nous ont rabattu vers les côtes tunisiennes où les survivants ont été secourus. Je suis resté entre la vie et la mort pendant trois semaines à l'hôpital. Quelque temps plus tard, je suis reparti en Libye et j'ai retenté ma chance en mer. Notre bateau a été repéré par des garde-côtes maltais et nous avons été placés en centre de détention. J'y suis resté emprisonné un an, puis on m'a emmené ici, au hangar ».

Les histoires que les migrants racontent ici sont toutes plus tragiques les unes que les autres. Tous ou presque sont des « miraculés de la vie », héros anonymes d'exploits surhumains. Ils ont surmonté le déracinement du départ, l'angoisse de l'inconnu, survécu au périlleux passage en Méditerranée, mais aussi à la faim, à la soif et à l'épuisement lors de la longue traversée du désert soudano-libyen, aux tabassages et rackets systématiques des trafiquants, des militaires et des policiers patrouillant dans le désert ou à Tripoli... Et enfin, les voilà relégués comme des criminels dans cet obscur hangar maltais. De quoi sombrer dans le désespoir le plus noir, voire perdre la raison, ce qui arrive de plus en plus fréquemment d'après le témoignage de médecins ou travailleurs sociaux de MSF qui recensent un nombre croissant de pathologies psychiatriques. ces migrants s'accrochent : Malte n'est qu'une épreuve supplémentaire à surmonter dans cette indicible odyssée.

A l'extérieur du hangar, tout est aussi indécent qu'à l'intérieur. Le dispositif sanitaire est constitué en tout et pour tout d'une trentaine de cabines individuelles en plastique grises et bleues qui servent de douche ou de WC pour les 600 personnes que compte le centre. Une rangée d'éviers crasseux est disposée le long d'un des murs du bâtiment en chantier abritant le « coin cuisine », nom très abusif donné à un petit espace d'environ 15 m2, percé d'ouvertures sans portes ni fenêtres où les migrants peuvent faire cuire leurs repas sur une dizaine de feux de cuisson installés sur un support en béton d'une saleté repoussante.



La cuisine du hangar Photo : © Karim Tahir

« L'Europe fraternelle a fait naufrage ! »

« Ici, ce n'est pas l'Europe ! remarque amèrement Moussa, un Soudanais de 29 ans qui vit dans le hangar depuis plus d'un an. Ici, c'est comme en Afrique, c'est même pire car chez moi je vivais mieux. C'est fou, je suis parti pour pouvoir aider ma famille, eh bien c'est elle qui m'aide en m'envoyant un peu d'argent pour survivre ici, et encore, j'ai de la chance qu'elle puisse le faire ! ». Moussa est d'autant plus favorisé, qu'il fait partie de ceux qui gagnent le plus dans le centre : 130 euros par mois [3] au titre de la subsidiary protection qui reconnaît la nécessité d'une protection pour des personnes provenant de régions où leur vie est quotidiennement mise en danger. Pour autant, ce statut n'est qu'un pis aller pour les immigrés à qui il ne confère que quelques droits en particulier celui de se soigner ou de travailler ... valables uniquement sur le territoire maltais où ils sont contraints de rester. Ainsi, l'obtention de ce statut, qui légalise et légitime la démarche des migrants, sonne paradoxalement le glas de leurs espérances en signant la fin du voyage et leur assignation définitive au territoire maltais.



Le « sésame » maltais Photo : © Karim Tahir

Car Malte n'était pas au départ leur choix de destination, juste le résultat d'une erreur de navigation qui a fait dévier leur bateau de sa trajectoire italienne tendue vers Lampedusa. Kahzai, un Erythréen de 31 ans, raconte : « Quand les garde-côtes se sont approchés de notre bateau, on les a entendu parler une drôle de langue qui ressemblait à

l'arabe. (le maltais est une langue assez proche de l'arabe dans sa syntaxe et son vocabulaire) Ils nous ont ensuite dit en anglais qu'ils étaient maltais, mais on ne savait pas ce que cela voulait dire, on n'avait jamais entendu parler de Malte avant ! ». Youssouf, Gambien d'origine, rajoute en souriant : « Malte, pour moi, c'était simplement le nom d'une bière locale ». Désormais, pour eux, Malte, c'est le hangar, c'est le symbole de la détention ou de la rétention, de la relégation et de l'exclusion, de l'irrespect des valeurs humaines élémentaires.

Car la vie à Malte pour un immigré africain relève de l'univers kafkaïen. L'emploi est rare dans cette île de 400 000 habitants où le marché du travail est très étroit. Tous les matins dès l'aube, nombre de migrants se rendent près du grand rond-point de Marsa (à trois quarts d'heure en bus du hangar) pour attendre les camionnettes des artisans, hôteliers, restaurateurs ou chefs de chantier qui viennent quotidiennement ici embaucher une main-d'oeuvre à la journée. La plupart d'entre eux ne travaillent qu'épisodiquement, quelques jours par mois, ce qui est bien insuffisant pour payer un loyer et leur permettre de quitter des lieux comme le hangar.

Seulement, pour avoir le droit de bénéficier de l'accueil en centre ouvert et de l'allocation de 130 euros, ils doivent pointer trois fois par semaine là où ils sont hébergés. Ainsi, trois fois par semaine, les 600 personnes du hangar n'ont d'autre alternative que de faire la queue pendant plusieurs heures pour signer un registre, sous peine de perdre une partie de leur allocation. Trois jours par semaine, les migrants doivent donc choisir entre un pointage qui les empêchera de travailler ce jour-là, ou un travail qui, en les privant d'enregistrement, leur fera perdre 30 euros à chaque fois.



Le « sésame » maltais Photo : © Karim Tahir

La nasse maltaise se referme

« Cela fait maintenant un an et demi que je suis ici au hangar, sans que rien ne change... je n'en peux plus, je regrette d'être parti, et si on me proposait de revenir chez moi, j'accepterais tout de suite, avoue dans un souffle Salim, un Erythréen de 35 ans, qui observe, désabusé, la longue file d'attente qui s'est formée ce matin devant le bureau d'enregistrement du centre. Mais, je me suis renseigné, c'est impossible, rajoute-t-il, car les programmes de rapatriation excluent ceux qui, comme moi, ont un statut de subsidiary protection, au motif qu'un retour au pays mettrait notre vie en danger. L'Ethiopie et l'Erythrée se livrent une guerre continue depuis 1993 qui a fait jusqu'à présent plus de 100 000 morts.

La nasse maltaise se referme, l'île-terminus devient l'île-prison pour tous ceux et celles à qui l'on reproche seulement d'avoir osé fuir la violence, la terreur et la misère au prix d'un périple dantesque. Aucun avenir n'est possible pour eux sur cette île où ils ne voulaient pas venir mais qu'ils ne peuvent plus quitter, ni pour poursuivre leur route vers l'Europe, ni pour faire demi-tour. Cette situation ubuesque n'est pas le fait des autorités maltaises, qui ne font qu'appliquer une politique européenne visant à transférer aux territoires périphériques méditerranéens la fonction de « garde-frontière de l'Europe ». En 2002, l'UE a enjoint à Malte d'arrêter et d'enfermer tous les boat people repérés

dans leurs eaux territoriales : résultat, les centres se sont multipliés, tous les anciens bâtiments d'Hal Far ont été réquisitionnés et réaffectés.

En 2009 et 2010, l'étau s'est un peu desserré. L'Ambassadeur de France à Malte, M. Daniel Rondeau, a proposé aux autorités maltaises d'accueillir en France deux cents de ces personnes migrantes. Portée par la France, cette initiative a fait quelques émules puisque d'autres Etats européens comme l'Allemagne, le Royaume-Uni, le Luxembourg, la Roumanie se sont également engagés à recevoir quelques dizaines de migrants sur leur territoire. Malgré cela, l'avenir de tous ces migrants reste à l'image de ce qu'est ce hangar où l'Europe a sombré : obscur.

Anne Blanchier et Nathalie Bernardie-Tahir

Notes

[1] Cette recherche a été menée en avril 2010. Depuis, avec la mise en oeuvre de l'accord signé entre Berlusconi et Kadhafi qui externalise le contrôle des frontières du sud de l'Italie auprès des autorités libyennes, les arrivées de migrants à Malte se sont quasiment taries. Les deux centres fermés de Lyster Barracks et de Ta'Kandja se sont progressivement vidés depuis quelques mois, seul celui de Safi restait encore opérationnel en juin 2010 avec deux cents migrants toujours enfermés.

[2] « Not Criminals », rapport de MSF qui expose les conditions des migrants sans papiers et des demandeurs d'asile dans les centres de détention maltais, avril 2009. www.msf.org/source/countries...

[3] Le salaire mensuel net minimum à Malte est d'environ 500 euros. Source : Eurostat 2008.